

Requête aux fins de saisie des rémunérations
(Articles L3252-1 à L3252-13 et R3252-1 à R3252-49 du code du travail)

présentée au

TRIBUNAL D'INSTANCE
(adresse)

par :

► **Si le demandeur est une personne physique :**

Votre nom (de famille): _____

Votre nom d'époux (se) : _____

Vos prénoms : _____

Vos date et lieu de naissance _____

Votre nationalité : _____

Votre profession : _____

Votre adresse : _____

Code postal et commune : _____

Votre courriel : _____

Votre numéro de téléphone _____

Votre numéro de télécopie _____

► **Si le demandeur est une personne morale :**

Forme (SA, SARL, EURL, ... _____

Dénomination : _____

Représentée par : _____

Adresse du siège social : _____

Code postal et commune : _____

Commune : _____

Courriel : _____

Votre numéro de téléphone _____

Votre numéro de télécopie _____

► **Si le demandeur est assisté ou représenté par un tiers :**

Précisez ses nom et prénom : _____

Son adresse et son courriel : _____

Sa qualité (avocat, huissier de justice notaire, mandataire muni d'un pouvoir spécial)

► **L'identité de votre adversaire (votre débiteur) :**

Madame Monsieur

Son nom de famille: _____

Son nom d'usage _____

Ses prénoms : _____

Son adresse: _____

Code postal _____

Commune : _____

courriel : _____

► **L'identité de l'employeur de votre débiteur :**

Forme (SA, SARL, EURL, ...) : _____

Dénomination : _____

Représentée par : _____

Adresse du siège social : _____

Code postal _____

Commune : _____

Courriel : _____

Numéro de téléphone _____

Numéro de télécopie _____

► **Votre demande :**

- Je dispose d'un titre exécutoire :

Nature (jugement, acte notarié...) : _____

Date _____

Délivré le _____

par _____

exécutoire par provision

revêtu du certificat de non appel

revêtu du certificat de non opposition

- Aux termes de ce titre exécutoire, je dispose de la créance suivante sur mon débiteur :

Principal _____

Intérêts échus au jour de la demande _____

Taux d'intérêts _____

Frais échus _____

Accessoires _____

TOTAL : _____

Je demande au tribunal de convoquer le débiteur en vue d'une audience de conciliation et à défaut de conciliation, d'ordonner la saisie des rémunérations de mon débiteur.

Si la saisie est ordonnée, je souhaite que les fonds soient versés :

- Par chèque libellé à mon ordre
- Par virement (joindre un relevé d'identité bancaire)

Fait à _____ le _____

Signature

Liste des pièces jointes :

- Titre exécutoire
- Certificat de non appel
- Certificat de non opposition
- Décompte détaillé de la créance
- Autre

Consentement relatif à la transmission par voie électronique des avis adressés par le greffe du tribunal

Je soussigné, _____
accepte que les avis utiles à la présente procédure me soient adressés par le greffe de la juridiction au moyen d'un courrier électronique à l'adresse suivante :

_____ @ _____

ou par message écrit sur le numéro de téléphone portable suivant : _____

dans le cadre de la procédure de saisie des rémunérations de _____

Je suis informé que :

- **mon consentement peut être révoqué à tout moment** par déclaration orale ou par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au greffe de la juridiction saisie, qui prendra effet à compter de la déclaration ou de la réception du courrier par le greffe.
- tout changement d'adresse de messagerie doit être signalé au greffe dans les meilleurs délais
- en cas d'impossibilité de consulter ma boîte mail de manière durable, il m'est recommandé de révoquer mon consentement.

Fait à _____ le _____

(Signature)

<p><i>Article 748-8 du code de procédure civile : (...) lorsqu'il est prévu qu'un avis est adressé par le greffe à une partie par tous moyens, il peut lui être envoyé au moyen d'un courrier électronique ou d'un message écrit, transmis, selon le cas, à l'adresse électronique ou au numéro de téléphone qu'elle a préalablement déclaré à cette fin à la juridiction.</i></p>
--

<p><i>Cette déclaration préalable mentionne le consentement de cette partie à l'utilisation de la voie électronique ou du message écrit transmis au numéro de téléphone, pour les avis du greffe transmis dans l'instance en cours, à charge pour elle de signaler toute modification de son adresse électronique ou de son numéro de téléphone. Ce consentement peut être révoqué à tout moment.</i></p>
